

Délibération n° 2021-02-10/1

Objet : Election d'une conseillère municipale au poste de 8^{ème} Adjointe.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 21

Secrétaire de séance : Laurie BELTRA

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVASSE - Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Laurie BELTRA - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Par courrier en date du 11 décembre 2020, madame Bernadette Conte-Arranz élue le 3 juillet 2020, a démissionné de son mandat d'adjointe déléguée à la Culture, la Communication et au Protocole.

Monsieur le Préfet a accepté sa démission par courrier du 8 janvier 2021.

Madame Conte-Arranz souhaite conserver cependant son mandat de conseillère municipale et de conseillère métropolitaine.

L'élection d'un nouvel adjoint en cours de mandat a lieu suivant les dispositions de l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales : il est élu au scrutin secret et à la majorité absolue.

Par ailleurs, l'article L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 prévoit désormais l'obligation de pourvoir un siège d'adjoint devenu vacant par un nouvel adjoint de même sexe.

Monsieur le Maire propose la candidature de Madame Patricia NIVASSE au poste de 8^{ème} adjointe.

Aucune autre candidature n'est déposée.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122-4, L 2122-7, L 2122-7-2, L 2122-10 et L 2122-15,

Vu la délibération n°2020-07-02-2 du 3 juillet 2020 approuvant la création de huit postes d'adjoints au Maire,

Vu la délibération n°2020-07-03-3 du 3 juillet 2020 relative à l'élection des adjoints au maire,

Vu la lettre du Préfet de l'Hérault du 8 janvier 2021 acceptant la démission de Mme Conte-Arranz de son mandat d'adjointe au Maire,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des services, il est nécessaire de pourvoir le poste vacant de 8^{ème} adjoint,

Considérant que le nouvel adjoint doit être désigné parmi les conseillers de même sexe que celui auquel il est appelé à succéder,

L'exposé de Monsieur le Maire entendu, le Conseil municipal procède, au scrutin secret et à la majorité absolue, à l'élection d'une nouvelle adjointe au Maire :

Nombre de votants	28
Nombre de bulletins	28
Bulletins blancs	7
Bulletins nuls	0
Suffrages valablement exprimés	21

A obtenu :

Madame Patricia NIVASSE	21
-------------------------	----

Monsieur le Maire déclare Mme Patricia NIVASSE élue au poste de 8^{ème} adjointe par 21 voix.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 10 février 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO

